



Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été

pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.



L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.



C à vous : à qui ?

Comme chaque année, la direction nous demande notre avis à travers un questionnaire pour mesurer notre "satisfaction" au travail et l'état de notre rapport à l'encadrement.

Le taux de réponse par équipe est scruté et surveillé comme le lait sur le feu par nos chefs, à tel point qu'on se demande vraiment parfois si ça ne créerait pas de l'anxiété chez certains.

Comme si la surcharge de travail et le sous effectif ne suffisaient pas déjà.

Barnier : une déclaration de guerre au monde du travail

Dans son discours de politique générale devant l'Assemblée, Barnier a insisté sur la « dette colossale » qu'il prétend vouloir réduire – mais bien sûr sans préciser qu'elle est due en grande partie aux centaines de milliards versés chaque année au patronat. Avant d'annoncer la couleur : couper massivement dans les budgets des services publics et en réduire le personnel, au nom de la lutte contre « l'illusion du tout gratuit » et de la « chasse aux fraudes ». Une nouvelle dégradation de grande ampleur est donc programmée dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports et de la protection sociale. Les collectivités territoriales sont particulièrement visées. La réforme des retraites ne sera pas annulée, tout au plus « aménagée ». Le gouvernement a même osé la provocation de proposer le report de six mois de



l'augmentation légale des pensions de retraite. Quant à l'effort qui sera, paraît-il, prescrit aux plus riches et aux grandes entreprises, il reste dans le flou. Tout porte à croire que cet « effort », s'il est bien demandé, ne sera que symbolique. Mais Barnier, secondé par son ministre de l'Intérieur, Retailleau, n'a pas manqué de proclamer le renforcement du « contrôle de l'immigration » cher à l'extrême droite : haro sur les migrants et les travailleurs immigrés. Le gouvernement présente son programme anti-ouvrier au service du patronat, à nous, travailleuses et travailleurs, d'élaborer notre plan de lutte pour défendre nos acquis et gagner nos revendications.

La Cour des comptes veut contribuer au démantèlement des services publics

Sur la même longueur d'onde que Barnier, la Cour des comptes préconise de faire des économies en sabrant dans les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales. Ce qui se traduirait par la suppression de... 100 000 postes d'agents locaux, d'ici à

2030. Encore un mauvais coup contre les services publics, notamment ceux dont s'occupent les collectivités territoriales dans des domaines comme les transports, l'action sociale et la santé, la culture, l'environnement, etc. Quant à tailler dans les profits des grandes entreprises c'est une piste que les « sages » de la rue Cambon ont sans doute oublié d'explorer.

Trajet Paris-Caen : chiche !

« Dans certaines situations extrêmes, seul le rapport de force peut faire évoluer les choses. » Voilà pourquoi il envisage de « bloquer les approvisionnements ferroviaires, maritimes et routiers de la région capitale ». Qui est ce dangereux révolutionnaire ? Le président de droite du conseil départemental du Calvados, Jean-Léonce Dupont, en colère contre l'opposition de la présidente de la région Île-de-France à la ligne TGV devant relier Paris à la Normandie, cité par Ouest-France. À vrai dire, on voit mal les routiers, les dockers et les cheminots se soulever pour le droit... de gagner une demi-heure sur les 2 heures 15 que dure le trajet Caen-Paris, en payant le billet de train à trois chiffres au lieu de deux ! Mais si un tel mouvement se déclençait, la classe ouvrière en lutte – de Normandie et d'ailleurs – ne tarderait pas à trouver des revendications un peu plus en rapport avec la vigueur des méthodes préconisées...